

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRÉS, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Crèche multi accueil "les Enfantsines"

Mise à disposition de locaux à l'Association Languedocienne pour la Jeunesse

Françoise PRUNIER rapporte :

Dans le cadre de sa politique de petite enfance, la Ville de Montpellier poursuit le développement de son offre d'accueil des jeunes enfants sur le territoire. C'est dans ce but que, par délibération du 26 mars 2012, le Conseil Municipal a autorisé la réalisation de travaux de rénovation de locaux appartenant à la Ville, situés dans le quartier Aubes-Pompignane, au 35 rue André Malraux, pour y aménager un multi accueil de jeunes enfants.

A l'issue de cette rénovation, les locaux seront mis à disposition de l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ), dont le siège est situé 2256 route de Mende à Montpellier, moyennant une redevance annuelle de 10800 €. Soit un montant minoré de 9 000 € par rapport à la valeur locative annuelle évaluée à 19 800 €. Cette redevance étant constitutive d'une subvention annuelle en nature, elle devra être à la fois reportée sur le compte administratif de la Ville de Montpellier et dans les comptes annuels de l'association. Cependant, la mise à disposition sera consentie à titre gratuit pendant le mois qui précèdera l'ouverture de l'établissement au public afin d'en permettre l'équipement intérieur.

Compte tenu de la superficie des locaux (180 m²), 15 places d'accueil, au lieu des 10 places initialement prévues, seront créées en horaires élargis. La crèche « Les enfantsines », pourra ainsi accueillir les enfants du quartier de 7h à 19h30 du lundi au vendredi.

L'action fera l'objet d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, de façon à intégrer 15 places au lieu de 10.

Compte tenu des dispositions explicitées ci-dessus, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de la réalisation d'un multi accueil de 15 places dans ces locaux,

- de solliciter les demandes d'aide à l'investissement les plus larges possibles auprès des organismes compétents,
- d'approuver la mise à disposition à titre gratuit pendant le mois qui précèdera l'ouverture au public
- d'approuver la redevance annuelle minorée à 10 800 € et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 9 000 € au compte administratif de la Ville de Montpellier
- d'approuver la convention de mise à disposition du domaine public de la Ville jointe en annexe
- de prévoir le financement municipal de ces places au titre d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 et d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoit les modalités de financement de cet établissement,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012